

Galileo : mésentente sur terre et sursis pour l'espace

En mars dernier, la Commission européenne avait demandé aux industriels porteurs du projet de géolocalisation par satellite Galileo de régler leurs différends pour le 10 mai. Ils devaient, entre autre, se mettre d'accord sur la structure du capital et la direction d'une société unique d'exploitation du système.

Après cette date, le projet devrait retomber dans le domaine public. En effet, ce système de positionnement par satellite ou GNSS (Global Navigation Satellite System) a été à l'origine initié par l'Union européenne et l'Agence Spatiale Européenne (ESA).

- Un concurrent de l'hégémonie GPS

Galileo est attendu depuis plus de 6 ans pour supprimer la dépendance de l'Europe vis-à-vis du concurrent et leader américain des systèmes de positionnement par satellite : le GPS (Global Positioning System). Les russes ont également mis en place un système opérationnel depuis 1995 : le GLONASS (Système Global de Navigation par Satellite). Sont également en projet le "Beijou" chinois et l'IRNSS (Indian Regional Navigational Satellite System) indien.

A long terme, les 3 systèmes principaux (Galileo, GPS et GLONASS) devraient passer de concurrents à complémentaires en devenant intercompatibles pour le bonheur des utilisateurs.

Les applications civiles et militaires, regroupées sous le nom de "LBS" (Location-Based Services), sont nombreuses : géolocalisation pour les transports, sécurité et protection civile, agriculture de précision, topographie, référence de temps, loisirs...

Le pays de Montbéliard s'est d'ailleurs impliqué dans ce projet en créant en juillet dernier l'Institut Européen du Géopositionnement, qui n'est, heureusement pas exclusivement lié à Galileo mais à toutes les technologies de positionnement (GNSS, GSM, Wi-Fi...).

- Raisons des retards et blocages de Galileo

Le coût estimé du programme Galileo est de 3,4 milliards d'euros et les frais d'exploitation annuels sont estimés à 220 millions d'euros. Selon Le Figaro, 150 000 emplois devraient être créés pour le projet sur 20 ans, dont 10 000 à 15 000 pour la seule région toulousaine*. Cette manne d'emplois favorise les chamailleries entre états, surtout pour l'implantation des stations de contrôle de Galileo.

Côté industriels, la guéguerre se fait entre les membres du consortium "Galileo Industries", maître d'œuvre du dispositif. Elle est causée par la répartition du travail de chacun et bien entendu par les retombées économiques du système. Deux théories sont avancées :

- Le Business Plan prometteur prévu en 2000 est validé (plusieurs milliards d'euros sous forme d'activités directes ou dérivées) : les industriels veulent leur part du gâteau ;
- Les retombées économiques ont été surestimées : les industriels ne veulent pas supporter les risques financiers du projet.

Les industriels et les états ont l'air d'avoir besoin d'un arbitre car depuis plus d'un an chacun privilégie ses propres intérêts, en termes d'économie ou d'emploi, avant toute action collective. Voilà pourquoi Bruxelles a donné un ultimatum aux acteurs privés du projet.

- Qui sont les acteurs ?

Galileo est composé à 1/3 par l'Union européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA). Le 27 juin 2005, Galileo Joint Undertaking (GJU) a décidé d'accorder la concession aux deux consortiums qui avaient présenté leur offre conjointe :

- iNavSat : composé de EADS (Europe), Thales (France) et Inmarsat (Royaume-Uni) ;
- Eurely : composé de Alcatel (France), Finmeccanica (Italie), AENA (Espagne) et Hispasat (Espagne).

De nombreux pays ont d'ores et déjà émis le souhait de participer à Galileo ou sont en cours de négociation : Chine, Inde, Israël, Ukraine, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Corée du Sud, Malaisie, Mexique, Norvège...

- Conséquences de la mésentente

Les Échos, dans leur édition d'hier, déclarent que le commissaire européen aux transports Jacques BARROT devrait

annoncer la semaine prochaine une refonte totale du projet pour un financement entièrement public. Autant dire que l'on efface tout et on recommence !

Abandon du partenariat public-privé (PPP), nouveaux appels d'offres, remise en cause de l'implantation du siège de Galileo à Toulouse...

Les déboires du projet auraient engendré un surcoût de temps et d'argent de l'ordre de 2,5 milliards d'euros. Espérons que les industriels parviennent à un accord rapidement pour prouver le potentiel de collaboration européen au travers d'un projet technologique ambitieux.

* Toulouse a été choisie pour l'implantation du siège de Galileo face à Munich, Rome et Barcelone.

Sources :

Site web de Galileo

Galileo : retour à la case départ pour le GPS européen ?, article de Futura Science

Galileo en passe de devenir public, article sur le Journal Du Net

Encyclopédie Wikipédia : Galileo, GPS, GLONASS, Beidou, IRNSS

Comparaison des satellites GPS et GLONASS